

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE
14, rue Drouot (Paris 9)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

5 centimes - PARIS ET DEPARTEMENTS - 5 centimes

REDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2)
Téléph. : CENTRAL 60-62

DIRECTEUR
Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Etranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

Pour la Publicité s'adresser à la Direction
14, rue Drouot, Paris (9)

CONTRE L'ALCOOLISME Arrêts et Arrêtés

La décision du Préfet de la Loire n'est conforme ni à la justice ni à la loi

Mais quel était l'objet de cet arrêté préfectoral ?

La vente de l'alcool au détail.

Et si l'affaire venait devant la Cour, c'est à la suite d'une contravention faite à une détermination qui avait été prise par le préfet de la Loire, et non de la loi.

Voilà ce qu'un préfet pouvait légalement interdire.

Voilà tout ce qu'il peut légalement interdire.

Au reste, la Cour définit avec précision les limites du droit des préfets, dans un des articles de son arrêt du 15 juillet :

« Mais attendu que loin d'interdire d'une façon générale et absolue le commerce de l'alcool dans le département de la Loire, l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1914, que l'autorité militaire s'est approprié en l'approuvant, spécifie que la vente de l'alcool n'est prohibée que lorsqu'elle a lieu à la fois au détail et dans les débits de boissons. »

Vente dans les débits !

Voilà les deux conditions exigées !

Il y a loi de cet arrêté, et de l'arrêté qui le reconnaît légal, à la circulaire de M. Malvy et surtout à l'application qu'en a faite le préfet de la Loire.

Mais puisque, faisant fi du Parlement, on semble vouloir s'en remettre à la Cour de cassation et à ses arrêts, voici un autre arrêt de la Cour qui, comme le précédent, détermine ce qu'on peut interdire, et ce à quoi on n'a pas le droit de toucher : c'est un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, daté de propos de contravention faite à des débits de Belleville, que l'autorité militaire, comme l'autorité administrative, peut réglementer, dans un intérêt d'ordre public, la vente de l'alcool, mais qu'elle ne peut supprimer complètement l'exploitation du commerce de l'alcool.

Il est une loi, une vieille loi révolutionnaire qui n'a jamais été rapportée, et qui ne saurait l'être : c'est la loi de mars 1791. Elle dit (article 7) :

« Il est libre à toute personne de faire tel métier ou d'exercer telle profession, art ou industrie qui lui convient. »

C'est cette liberté que le préfet de la Loire a voulu supprimer. Autant biffer d'un trait de plume toutes les libertés acquises de 1789 à 1793. Et pourquoi ?

Pour en arriver à interdire l'alcool, l'alcool que l'on considère comme tellement nuisible qu'on l'a voulu faire disparaître de la Guerre à la Chambre, et on ne saurait sans inconvénients graves en priver les soldats.

Les Serviteurs de l'Etranger Benoît XV et Ferdinand

Le rôle de la religion dans les évolutions politiques du roi de Bulgarie

(Suite)

Politique et religion mêlée

Les évolutions et les cabrioles religieuses du roi de Bulgarie sont, en effet, commandées par des raisons dans lesquelles ni la loi, ni l'évangile, ni les pères, ni les rites, ni les dogmes n'ont aucune part.

Quand il change de religion ou qu'il en fait changer tout ou partie de sa progéniture, Ferdinand de Bulgarie obéit à des considérations d'ordre exclusivement politique.

Vient-il plaire aux Russes ? Il est orthodoxe et brave les excommunications de l'Eglise catholique et romaine.

Mais le voilà qui songe à faire un pacte avec les Allemands et les Autrichiens ! Il reçoit aussitôt l'absolution catholique, court chez les bons pères Assomptionnistes, les frères de Léon Daudet et du R. P. Bally qui n'est pas mort, hélas ! et leur dit : « Je veux me rapprocher de l'Autriche pour tomber sur les Russes. Mais il faut, pour que je m'entende avec François-Joseph, que je me sois au préalable réconcilié avec le Pape. Vous allez vous entretenir, n'est-ce pas ? »

Et ces malheureux Assomptionnistes s'entrevoient. Et ils intriguent, et ils manœuvrent. Et ils finissent par se rapprocher des Français amis de Léon Daudet et obtiennent du Pape la mesure de grâce qui permet à Ferdinand de Bulgarie de s'entendre avec François-Joseph pour tomber sur les Russes et sur les Serbes.

Voilà le schéma de la manœuvre.

En voici quelques applications :

Ferdinand vient d'être fait prince de Bulgarie par le dictateur Stambouloff. Mais Stambouloff est l'ennemi des Russes, leur adversaire irréductible. Ferdinand est entre les mains d'un homme qui, lui aussi, antirusse. Il affirme aussitôt sa russophilie par une manifestation religieuse.

L'article 38 de la Constitution exige que le futur héritier du trône soit baptisé selon le rite orthodoxe (entendez : schismatique, au point de vue catholique romain), car la religion orthodoxe est la religion nationale des Bulgares.

Qu'à cela ne tienne !

Pour flatter les Russes, orthodoxes eux-mêmes, pour faire la cour à ce vieux papiste de François-Joseph d'Autriche, Ferdinand

NOTRE OFFENSIVE De l'Artois au Noyonnais

Communiqué anglais

Londres, 9 octobre. — Depuis le commencement de l'offensive, l'ennemi a constamment bombardé nos nouvelles tranchées au sud du canal de La Bassée et s'est livré à de nombreuses attaques à coups de bombes contre la partie méridionale de la redoute Hohenzollern occupée par nous. Nous avons repoussé toutes ces attaques.

Malgré la canonnade allemande, nous avons poussé de façon soutenue nos tranchées dans la direction au nord-est de Lens, entre Hulleuch et la cote 70, gagnant du terrain dont la profondeur varie de 500 à 1.000 yards.

Hier après-midi, les Allemands ont fortement bombardé la totalité du terrain conquis par nous dernièrement, puis ils ont attaqué en lançant des lignes successives d'infanterie, contre tout notre front, depuis le sud de Lens jusqu'à la redoute Hohenzollern.

Nous avons repoussé toutes les attaques sur tous les points en leur infligeant de grosses pertes. Contre-attaquant, nous nous sommes emparés de 500 yards de tranchées allemandes à l'ouest de la cité Sainte-Elis.

De nombreux cadavres allemands gisent devant nos lignes. Nos pertes sont relativement légères.

En dehors des deux champs de bataille vers lesquels se tend, avec juste raison, un espoir impétueux, nous sommes en dehors de nos fronts d'attaque d'Artois et de Champagne, il en est un autre qui mérite de retenir notre attention.

Nous voulons parler de la région du Noyonnais. C'est à ce coin du front, dont l'Oise forme, à Noyon, comme la charnière — que l'ennemi tient ses positions — que nous sommes en contact avec ses voisins de Paris.

Il y a un an, nous considérons cette pointe comme une menace sérieuse, étant donnée sa situation sur le couloir de la vallée de l'Oise, la grande route d'invasion qui débouche au nord-ouest sur le camp retranché de Paris.

Pendant longtemps, l'Etat-major allemand considéra l'angle de Lassigny-Noyon, comme le point faible de notre ligne et entreprit de forcer nos lignes à deux jours de marche, à peine, du Paris si convoité.

Coup sur coup, de nombreuses et formidables attaques en formations serrées, exerçant leur pression à la façon dont on chasse un coin, tentèrent de désarticuler le coin du Noyonnais. Toutes ces attaques échouèrent sans que l'ennemi put compléter le moindre succès.

Jamais, depuis cette époque, l'Etat-major allemand n'ordonna de nouvelles tentatives contre les positions de garde de la route de l'Oise.

Le renouveau du front autour du Noyonnais n'aurait d'avantage à l'ennemi qu'à la condition que celui-ci put accomplir une brèche. L'impossibilité de briser notre résistance sur ce point de l'Ille-de-France, retourne la menace contre l'adversaire.

La situation stratégique du front allemand place la partie du centre-ouest, comprise entre la Picardie et la Champagne, dans une situation périlleuse, dans le cas où notre offensive viendrait à se généraliser entre la Lys et l'Oise.

Or, nous avons chaque jour, avec le plus vif intérêt, le développement de notre offensive en Artois. Notre pression s'exerce

Sous notre Bonnet

ECRIVONT-ILS ?

La duchesse de Montpensier a adressé l'expression de son dégoût à son cousin, le roi de Bulgarie.

Mais il y a d'autres d'Orléans que Montpensier : il y a Philippe, le Roy de Daudet, et Vendôme. — Vendôme qui quitta sa cour de Neuilly tout épris pour aller conquérir Ferdinand à la cause des Alliés.

Quand les lettres de Philippe et de Vendôme ?

PARIS-VINCENNES.

Une décision du gouverneur militaire de Paris autorise les ambulances remplissant certaines conditions à coucher chez eux. C'est très bien. A quelques mètres des grilles de l'octroi, il y a d'autres auxiliaires et il y a d'autres casernes. Seulement, cette portion de terrain s'appelle Vincennes. Ce qui est autorisé à Paris, n'est pas permis à Vincennes. Ne serait-il pas logique d'accorder aux auxiliaires employés de l'autre côté de la grande ceinture de rentrer chez eux le soir, comme leurs camarades utilisés à Paris ?

Regards vers l'Est LES PRISONNIERS

Ce jour-là, le bombardement avait été terrible. Il nous avait semblé que tous les éléments brutaux du ciel et de la terre, et l'âme exaspérée, si je puis m'exprimer ainsi, du salpêtre et du fer, la dolente passivité de la chimie forcée par le génie humain, se fussent rassemblés sur nos fronts égarés pour projeter leur colère. On ne voyait plus rien. On s'étonnait de respirer encore et d'entendre battre son cœur dans cette atmosphère de feu et de fumée. Les percutants et les fusants fracassaient l'air partout : en haut, en bas, en arrière, en avant, à droite, à gauche. Et mille bouches forcées s'élevaient au-dessus de la mort de toutes parts. On eût dit une infernale et ininterrompue. On eût pu la croire faillie en même temps du ciel et de la terre allumés par le même feu, un feu d'antifone géant qui eût embrasé et fait éclater tous les volcans du monde.

A la première ligne où nous étions, quelques vieillards étaient restés dans la tranchée. On les voyait se coucher et se relever d'un seul élan comme s'ils avaient été mués par le même implacable mécanisme. Et dans la tranchée ennemie face à la nôtre, on n'apercevait rien. On eût pu croire qu'il n'y restait plus un seul être vivant.

Tout à coup, sur le parapet, à l'heure où la nuit déjà se mêlait au jour et tissait un réseau funèbre, une haute silhouette découpée par la clarté des obus explosants, nous apparut. Tout près de moi un homme se dressait, levant les bras au ciel. Je l'entendis crier de sa voix gutturale à travers le fracas de la déflagration :

« Kánon !... Kánon !... fou !... fou !... »

Puis il s'abattit à mes pieds.

C'était un Allemand qui se rendait. L'ayant relevé et foulé nous le conduisimes au poste du commandement. Les yeux hagards, désorbités, roulaient entre les paupières congestionnées qui

Les Opérations dans les Balkans La Prise de Belgrade

Ce que l'Allemagne a promis à la Bulgarie

Niça, 9 octobre. — On confirme que les Allemands sont entrés à Belgrade, après un combat de rues extrêmement acharné. Les défenseurs serbes se sont, à la dernière extrémité, retirés sur la citadelle qui paraît être enlevée d'assaut par des contingents autrichiens. L'ennemi a subi des pertes terribles.

L'armée serbe se replie en bon ordre vers le sud. On croit que les premiers éléments Allemands tarderont pas à opérer leur jonction avec elle.

DESACCORD

Genève, 9 octobre. — La Dimineața de Bucarest apprend de source sûre que l'état-major général, le jour de la mobilisation bulgare, a constitué au président du Conseil, M. Brătianu, de modifier le 5^e corps d'armée. M. Brătianu a répondu que la Roumanie n'avait aucune nouvelle mesure militaire à prendre.

TOUJOURS GENEREUSE. L'ALLEMAGNE, AU DETRIMENT DES AUTRES

Albena, 9 octobre. — La Patria dont on sait les attaches officieuses, fit leur d'une excellente source diplomatique qu'un accord précis au sujet des avantages territoriaux que la Bulgarie retenait de l'appui donné par elle à l'Allemagne a été conclu à Sofia le 17 juillet dernier, pendant le séjour dans cette ville du prince de Hohenzollern, qui a signé cette entente au nom de l'Allemagne.

Aux termes de cet accord la Bulgarie doit recevoir, en échange de sa coopération contre la Serbie et les Alliés la totalité de l'Albanie, avec la Macédoine serbe jusqu'à Prizrend, y compris les districts de Monastir, de Guevguevi et de Doiran.

Toute la Macédoine grecque avec Salonique, Drama, Cavalla, Florina et Castoria a été également promise à la Bulgarie par l'Allemagne.

La Patria se dit en mesure de maintenir ces tout dément l'exactitude de ses informations.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL TROIS HEURES

Même activité de part et d'autre sur les crêtes à l'est de Souchez et vers le sud aux abords de la route de Lille.

Plusieurs attaques de l'ennemi contre le fortin du Bois de Givency ont été repoussées.

Ente assez vive de tranchées à tranchées à coups de grenades et de torpilles dans le secteur de Lihons.

Entre Oise et l'Aisne, bombardement réciproque très actif devant Nouvron et Quenoyvillers.

En Lorraine, le combat a continué à la grenade aux environs de la tranchée que nous avons reconquise hier sur le front Reillon-Leintrey.

Nuit calme sur tout le reste du front.

Dans Paris LES GANONS BOGHES SONT ARRIVÉS

Les ganons arrivés et ils sont visibles pour tous les Parisiens.

Aussitôt la foule s'est-elle pressée cet après-midi aux Invalides pour contempler les trophées, qui forment comme une exposition d'artillerie.

Leur placement a eu lieu ce matin, sous la direction du général Niox, du colonel Montell et du commandant Mery.

On compte à ce jour 60 pièces de 77, un gros réducteur, une pièce de 155, un obusier de 150, un pièce de 110, des obusiers de moyens et de petits calibres, des lance-bombes, des avant-trains, des mitrailleuses, etc.

C'est à la fin de la journée que cette exposition de ces témoins glorieux de notre brillante offensive du 25 septembre.

En Banlieue

POUR LA DEFENSE NATIONALE

A St-Cloud, 98, rue Buzinval, habite un ouvrier peintre nommé Louis Piazzatti.

Cet ouvrier peintre possède dans une boîte à cigares et une maitresse aux sentiments profondément patriotes, qui, à chaque instant, lui reprochait, dans des scènes violentes, de ne pas porter son or à la nation.

Hier profitant de l'absence de son amie, cette bonne française mit la main sur la précieuse cassette et s'empressa d'y verser les dix louis pour la Défense nationale.

C'est à la fin de la journée que cette exposition de ces témoins glorieux de notre brillante offensive du 25 septembre.

Pourquoi oubliât-elle, elle-même, de rentrer au domicile où elle habite.

M. Louis Piazzatti a porté plainte.

Le Travail Parlementaire La Réunion de Demain

Les commissions de l'Armée, de la Marine, des Affaires extérieures et du Budget, s'assembleront demain pour entendre les explications du gouvernement.

Inutile de dire si la question des Balkans est sur le tapis. On s'en doute.

Que sera-t-il de la discussion ?

M. Delcassé, malade, sera remplacé par M. Viviani ?

De cette conférence résultera-t-il la séance en comité secret ? Certains le croient.

De son côté, le Sénat voudrait aussi des explications. Une pétition demandant la réunion du Sénat en comité secret a circulé en séance. On en reparlera après-demain au Luxembourg.

Les diverses commissions du Sénat voudraient aussi être renseignées. Et, pour leur compte, elles voudraient demander au Gouvernement de leur rendre les explications qu'aura faites aux commissions du Palais-Bourbon.

La Roumanie pour les Alliés

M. FILIPESCO FAIT APPEL AU PEUPLE ROUMAIN

Lausanne, 10 octobre. — On mande de Bucarest aux Dernières Nouvelles de Munich :

« La fédération des Unionistes, présidée par M. Filipesco, publie un manifeste dans lequel le gouvernement roumain est mis en demeure de déclarer immédiatement la guerre aux puissances centrales. »

« La fédération est résolue à remplir son devoir jusqu'au bout, et elle demande l'appui de tous. Seul, termine le manifeste le peuple a le droit de décider. »

En Grèce

LE CABINET ZAIMIS PERMETTRA LE PASSAGE DES ALLIÉS

Lausanne, 10 octobre.

Suivant le journal hongrois « Az Est », le nouveau ministère grec ne s'opposera pas au passage de troupes alliées.

LE DÉPARTÈMENT DES ALLIÉS SE POURSUIT ACTIVEMENT

Soliman, 10 octobre. — Le département des troupes franco-britanniques, avec leur artillerie et leurs munitions se poursuit activement dans de bonnes conditions.

Les troupes bulgares massées sur la frontière grecque ont reçu l'ordre de se porter sur le front serbe.

Quatre mille soldats bulgares ont été désignés pour ne pas combattre contre la Russie.

QUE FERA M. VENIZELOS ?

Londres, 9 octobre. — On mande d'Athènes : Lundi, le nouveau cabinet demandera un vote de confiance au Parlement.

On croit que M. Venizelos a l'intention de quitter la salle des séances avec ses partisans.

Le gouvernement ne pourra ainsi obtenir qu'une majorité fictive.

On demande des Médecins A L'INTÉRIEUR

Dans un précédent article, nous avons montré que le principe de la relève des médecins actuellement sur le front — principe autour duquel on fait si grand bruit — n'est pas du tout incontestable. Il est, au contraire, très discutabile et favorise l'évacuation, à l'intérieur, sous des prétextes divers, des médecins de l'armée active et des médecins jeunes qui devraient rester à l'avant.

Il y a là une injustice éhonnée : pourquoi voit-on dans les ambulances des officiers territoriaux alors que certains jeunes gens bien appareillés, âgés de 25 printemps, trouvent le moyen de s'embarquer dans des postes de tout repos ?

Le principe à suivre devrait être que les territoriaux et surtout les réservistes de l'armée territoriale restent : les premiers dans la zone de l'arrière (ou zone des étapes), les seconds dans la zone de l'intérieur.

On nous répondra : « Si la relève n'a pas été prévue dès le temps de paix, c'est que personne ne pouvait prévoir que la guerre durerait aussi longtemps. Il y a des officiers fatigués qu'il faut remplacer. »

Nous ne nous opposons pas au remplacement sur le front des officiers fatigués ou malades. Cette question n'a jamais été en cause. Il s'agit seulement de combattre le principe de la relève systématique et d'office.

Est-ce que les officiers combattants, eux, sont remplacés ?

Il nous semble cependant qu'ils en auraient besoin un peu plus que les médecins. Si ces derniers sont fatigués, qu'ils le disent. Il n'y a rien de déshonorant dans leur cas. Et nous rions lorsqu'ils prétendent qu'ils sont alors obligés de demander un certificat de ramollissement.

Il nous semble aussi que les jeunes médecins qui trouvent le moyen, par protection, de se faire évacuer à l'intérieur pour cause de maladies illusoirement, devraient retourner à l'avant aussitôt qu'ils sont guéris et ne pas « prendre la gauche », à la suite de tous les territoriaux ! On devrait exiger un minimum de présence au front — six mois, par exemple — pour pouvoir être inscrit à la suite.

Nous connaissons des médecins âgés de 25 ans qui, après quinze jours de présence dans un train sanitaire, trouvent le moyen de rentrer à l'intérieur et qui, sous le prétexte qu'ils ont été « sur le front », n'y retournent qu'après tous les autres.

Cette aimable plaisanterie a assez duré.

Mais après avoir discuté, au point de vue de l'égalité à établir entre les médecins, le principe de la relève et après en avoir montré, à ce point de vue, les inconvénients, il nous reste à parler de l'intérêt de ceux dont personnellement.

Gabriel R...

